



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Paris, le 29 mars 05

Groupement enseignement général

CEN
Pierre GLATT
groupe B3

Fiche de stratégie

OBJET : sujet n° 3 Depuis la fin de la guerre froide, la stratégie nucléaire se réduit-elle à la lutte contre la prolifération ?

P. JOINTE(S) :

Introduction

En 1996, le général Butler, ancien commandant du *Strategic Command*, déclare que « Les armes atomiques sont affreusement chères, par définition dangereuses, militairement inefficaces et moralement insoutenables ». Approuvé par de nombreux généraux et théoriciens, le général Butler illustre une des tendances actuelles qui remettent en cause la validité de la dissuasion nucléaire depuis la fin de la guerre froide. En fait, dès le début de l'ère nucléaire, les stratégies nucléaires ont été très inégalement comprises par les politiques, les analystes et même les états-majors. C'est pourquoi, depuis la disparition de la menace soviétique, il n'est donc pas surprenant que l'opinion publique considère l'armement nucléaire comme un arsenal très onéreux pour les budgets nationaux. Cet arsenal nucléaire doit donc être éliminé; d'autant plus que son rôle dissuasif semble désormais obsolète (empêcher une guerre entre les deux superpuissances, qui aurait tourné à la guerre mondiale entre les deux blocs), et que les risques de prolifération semblent plus importants que les bénéfices escomptés par une dissuasion nucléaire.

L'arme nucléaire est-elle dépassée et inefficace, comme tendrait à le faire croire ce genre de déclarations ? Toutefois, la prolifération, horizontale comme verticale, n'a pas cessé. Il doit donc bien y avoir de bonnes raisons. En dépit de ces apparences trompeuses, il apparaît en réalité que la stratégie nucléaire ne se borne pas à la lutte contre la prolifération, mais qu'elle joue désormais un nouveau rôle de condition nécessaire mais pas suffisante pour garantir la stabilité et la sécurité mondiale. Pour étayer cette thèse, il s'agit dans un premier temps de montrer en quoi la situation stratégique post Guerre froide est différente, avant de définir les nouveaux enjeux de la stratégie nucléaire à l'heure de la mondialisation et de l'hyper terrorisme.

Partie 1 : La nouvelle situation stratégique depuis la fin de la Guerre froide

1.1 – Les bouleversements stratégiques impactant la dissuasion nucléaire

La bombe nucléaire a-t-elle perdu son adversaire ? Il est certain qu'avec la fin de la Guerre froide, l'emploi de l'arme nucléaire ne peut plus être le même, si bien que la dissuasion nucléaire n'a plus d'adversaire désigné. Cela dit la bombe n'était pas tournée exclusivement contre l'URSS. Elle a été faite contre l'Allemagne, utilisée contre le Japon, a servi dans les rapports Est - Ouest, a failli être utilisée en Corée puis pendant la guerre du Kippour, comme soutien soviétique à l'Égypte contre Israël... Le concept de dissuasion nucléaire a donc largement transcendé les relations internationales au-delà du bras de fer entre les Etats-Unis et l'URSS.

L'arme nucléaire n'a pas d'effet dissuasif face au terrorisme international : en dépit de sa puissance militaire conventionnelle et nucléaire, les Etats-Unis n'ont pas pu empêcher la frappe terroriste du 11 septembre 2001. En effet, la dissuasion nucléaire n'a de prise que sur des ennemis étatiques offrant un sanctuaire pouvant être la cible de représailles nucléaires. La stratégie nucléaire datant de la Guerre froide ne permet plus de fournir une sécurité totale aux habitants des pays possédant l'arme nucléaire. Ainsi, on est passé d'une condition suffisante pour assurer la protection de son sanctuaire à une condition nécessaire mais pas suffisante. En effet, la dissuasion nucléaire est toujours efficace contre les autres puissances nucléaires. Ce changement majeur est renforcé par la possibilité que des mouvements terroristes puissent se doter d'armes nucléaires ou de bombes sales pour s'attaquer aux puissances nucléaires.

1.2 – Les invariables liés à la stratégie nucléaire

La dissuasion nucléaire a toujours été une stratégie occidentale : les Soviétiques ne l'ont jamais adoptée et elle n'entre pas dans les conceptions asiatiques. La dissuasion est essentiellement paradoxale : il s'agit de terroriser l'adversaire (dissuasion en anglais se dit *deterrence*, qui se rattache étymologiquement à *terror*). Il s'agit de rendre l'arme tellement redoutable que l'adversaire n'osera pas l'utiliser en premier, s'il a la certitude qu'après l'avoir fait, il subira des représailles militaires représentant pour lui des dommages inacceptables.

L'arme nucléaire garantit un statut privilégié pour le pays détenteur : au-delà des interactions avec les programmes nucléaires civils fournissant de l'énergie à tout le pays, la possession d'arme nucléaire permet d'exercer des pressions diplomatiques en cas de crise internationale (cf. crises de Suez ou de Cuba), mais aussi de consolider une sphère d'influence (URSS par rapport aux pays satellites), de renforcer des alliances (Grande-Bretagne et États-Unis), de lutter à armes égales avec un rival (URSS et États-Unis, bien sûr, mais aussi Inde et Pakistan), de faire du chantage à la prolifération (Iran, Corée du Nord). En définitif, l'arme nucléaire est très politique car elle offre un statut international privilégié : on traite avec beaucoup plus de soin un pays nucléaire, surtout entre pays nucléaires (Corée du Nord et Iraq).

L'arme nucléaire garantit une autonomie de décision par rapport aux autres pays : accepter d'être protégé par une puissance nucléaire constitue un acte de soumission. L'Allemagne a décliné le parapluie français : elle est une puissance régionale et ne veut être protégée que par une super puissance.

Toutes ces raisons ont incité les puissances régionales désireuses de conforter leur positionnement stratégique à l'échelle régionale comme sur la scène internationale à acquérir l'arme nucléaire. Cette multiplication d'acteurs nucléaires a augmenté l'incertitude concernant l'emploi éventuel de l'arme nucléaire pour régler un conflit entre deux pays. Ceci a rendu les enjeux stratégiques bien plus complexes pour les membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Partie 2 : Les nouveaux enjeux de la stratégie nucléaire

2.1 – Maîtriser la prolifération, un souci pour le Club officiel

Les pays du Club officiel veulent protéger leur sanctuaire. On compte les 5 membres du Conseil de sécurité : Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, URSS puis Russie. Ce sont les pays qui étaient nucléaires avant le traité de non-prolifération nucléaire (TNP) de 1968. Rompus à la stratégie nucléaire et à ses corollaires, ces pays ont effectivement adopté une stratégie conservatoire axée sur la non prolifération nucléaire, afin de conserver le monopole de la terreur et d'éviter d'être confrontés à du chantage nucléaire (possible conformément à la théorie française de la réponse du faible au fort) pouvant menacer leurs intérêts vitaux. Cette priorité donnée à la non prolifération est visible par la perte de vitesse de la dimension nucléaire au sein des instances de l'OTAN.

La prolifération nucléaire constitue une nouvelle menace : l'effondrement de l'URSS et la déliquescence des structures militaires russes ont permis à du matériel pré nucléaire de transiter partout dans le monde. Ceci a incité le Club officiel à restreindre la prolifération horizontale en établissant des traités avec des pays qui de toute façon n'auraient pas eu les moyens techniques, militaires et surtout financiers de devenir nucléaire en l'échange de compensations. D'où, une succession de traités (cf. annexe 1). Il faut reconnaître qu'il y a beaucoup plus d'hypocrisie dans ces accords que de réelle volonté de désarmement.

2.2 – Les nouveaux acteurs nucléaires compliquent l'équilibre de la terreur

«Les clandestins » : contrairement à ce que leur nom pourrait faire croire, leur statut nucléaire est su de tous, et les pays en question ne s'en cachent pas. Ils pourraient faire partie du Club si l'on n'avait pas fermé la porte en 1967. Il est intéressant de noter que l'on avait toujours prévu des proliférants mais que l'on s'est beaucoup trompé. Ainsi en 1975, l'OTAN voyait la Libye, Taiwan, la Corée du Sud, le Mexique. En fait, les vrais proliférants ont été Israël (1967), l'Inde (1974), l'Afrique du Sud (1979), le Pakistan (1986-87). Il y a un cas litigieux : l'Ukraine qui stocke sur son territoire des têtes nucléaires qui appartenaient à l'URSS. Cependant, l'Ukraine ne dispose pas des moyens techniques et militaires pour avoir une force de frappe crédible.

Tous ces nouveaux acteurs ont compliqué les enjeux stratégiques comme l'illustre le cas complexe de l'Asie, où il y a de fortes rivalités entre les pays. Dans cette région instable, sont nucléaires la Russie (1949), la Chine (1964), l'Inde (1974), le Pakistan (1986), et peut-être la Corée du Nord. Il faut se souvenir que la dissuasion est un concept occidental, inconnu en Asie. Pour les pays asiatiques, la fin de la Guerre froide ne veut pas dire la fin de l'arme nucléaire, bien au contraire !

«Pré nucléaires et rogue states » : en font partie le Brésil et l'Argentine (qui ont dénucléarisé, mais qui sont capables de revenir très vite à leur potentiel), l'Iraq avant que le doute soit levé après l'intervention américaine, la Corée du Nord, sans compter les fuites de matériel pré nucléaire vers des pays comme la Libye avant le renoncement officiel du colonel KADHAFI aux AMD en 2003. Un cas intéressant, l'Afrique du Sud, qui a été nucléaire, aidée par Israël, pour des raisons un peu obscures, vu que Pretoria n'avait pas besoin du nucléaire pour se défendre contre ses voisins africains et qu'elle ne pouvait pas jouer de rôle international majeur du fait de l'apartheid. Toujours est-il qu'elle se dénucléarise au moment de la fin de l'apartheid en 1991.

«Puissances potentiellement nucléaires » : constituent des prétendants sérieux pouvant bousculer l'ordre établi. On trouve parmi eux l'Allemagne (malgré ses engagements en 54 et en 90 à l'occasion de la réunification à ne pas l'être), et le Japon (sa constitution le lui interdit mais il en parle de plus en plus), l'Iran, qui est en passe de l'être grâce au soutien russe, et ce malgré les pressions américaines.

Conclusion

Malgré la position américaine sur la dissuasion nucléaire, il apparaît en réalité que la stratégie nucléaire n'est dépassée et qu'elle ne se limitera pas simplement à la contre prolifération. Le problème avec l'arme nucléaire, c'est qu'une fois qu'un pays la possède, il est très difficile de revenir en arrière. Même si les Américains affirment que le nucléaire n'est plus assez efficace et qu'il faut passer à autre chose, si l'on veut rester à la pointe de la performance, cela ne les empêche pas de développer des projets de type IDS (bouclier anti-missile) ou de type TMD (système de défense anti-missile de théâtre) pour protéger leurs habitants ou leurs forces déployées outre-mer. Les dernières années ont montré que l'arme nucléaire était non seulement de plus en plus répandue, malgré les processus de maîtrise des armements et le fin de la guerre froide, mais aussi de plus en plus partagée. On assiste à une prolifération qui a été encore encouragée par l'effondrement de l'URSS et la dissémination des savoirs, chercheurs, matériaux, voire des armes. Dans ces circonstances il serait naïf de croire que l'arme nucléaire n'a pas d'avenir. Aujourd'hui l'arme nucléaire reste garante de la souveraineté nationale, et constitue un inévitable facteur de perturbation stratégique dans les relations internationales.

Mais il n'est pas sûr que la possession de l'arme ultime rende sage. La valeur d'une vie n'est pas la même partout. Il faut de même rappeler que la dissuasion est un concept principalement occidental, et que donc la recomposition du monde ne signifie en rien la baisse d'efficacité de l'arme nucléaire. Géopolitiquement, que ce soit pendant ou après la guerre froide, il y a toujours les mêmes et bonnes raisons pour un pays de s'équiper avec des armes nucléaires, s'il en a les moyens et l'envergure. Il n'est pas interdit de croire que le tabou nucléaire ne sautera pas un jour et qu'il y aura des frappes limitées, de l'ordre tactiques. Au final, l'arme nucléaire a encore bel avenir devant elle. Il reste à espérer que la dissuasion aussi.